



Arles, 26 janvier 2016,

Au mois de février doivent s'ouvrir, enfin !, des négociations salariales dans la Fonction Publique.

Ces négociations salariales s'ouvrent après plus de cinq ans de gel de la valeur du point d'indice.

Mais, chaque année, ce sont 230 milliards d'euros d'argent public qui alimentent les caisses des entreprises sous la forme d'aides et exonérations diverses.

Augmenter la valeur du point de 1% coûterait moins de 2 milliards pour les finances publiques !

Notre revendication est simple et claire:

nous voulons pouvoir bien travailler et être payés correctement.

Nous faisons le choix du progrès social et non celui de la « finance ».

Nous ne sommes pas contre les réformes par plaisir d'être contre, nous voulons être entendus.

Qui mieux que les agents, que ceux qui travaillent, connaît les problèmes, les inquiétudes ?

Qui mieux que ceux qui sont confrontés tous les jours aux difficultés des populations, à la gestion des biens communs, a des propositions ?

Qui mieux que ceux dont c'est le métier a réfléchi à des améliorations, à des réorganisations ?

Et que dire d'un gouvernement qui passe en force, quand il n'arrive pas à convaincre ?

Ses arguments sont attaques contre le code du travail, remise en cause des 35H, **49-3, et prison pour les syndicalistes !**

Et oui, en effet, depuis le 12 janvier 2016, défendre son emploi et les intérêts des salariés devient un délit passible de la correctionnelle et de peines de prison ferme. 8 syndicalistes de Goodyear ont été condamnés à 24 mois de prison dont 9 fermes. Après l'«affaire des chemises» d'Air France dont 18 salariés de l'entreprise ont été sanctionnés début janvier, après les «5 de Roanne» traînés au tribunal pour un simple tag, après la révocation à la Poste d'un fonctionnaire (une première depuis 1951) pour faits syndicaux, après les sanctions imposées aux deux syndicaliste d'ErDF-GrDF pour avoir soutenu un agent licencié, le patronat, soutenu par la justice, dicte sa propre violence.

A travers ce jugement, c'est une véritable tentative d'intimidation de tous les salariés de tous les citoyens, qui se battent pour leur emploi, pour leurs droits. C'est une volonté d'étouffer toutes contestations sociales porteuses d'autres choix de société, d'autres modèles économiques et sociaux. C'est une confirmation supplémentaire de la dérive autoritaire et sécuritaire du gouvernement. Il utilise les attentats et la peur qui les accompagnent pour porter une attaque inédite aux libertés fondamentales individuelles et collectives. Pour vaincre le terrorisme, il ne faut pas moins de démocratie, il faut au contraire plus de démocratie. Pour cette raison, **nous refusons toutes tentatives de constitutionnalisation de l'état d'urgence.**

Aujourd'hui, les personnels des fonctions publiques et des services publics sont dans l'action :

Nous demandons l'abandon de la dernière loi « santé » et de la loi Hôpital Patients Santé Territoires, et nous demandons d'en finir avec les enveloppes budgétaires limitatives. **L'hôpital public est l'épine dorsale de notre système de santé, il doit être conforté sur l'ensemble du territoire.** La santé est un droit, le système de santé doit répondre aux besoins des populations.

Nous demandons l'arrêt de la réforme territoriale et la mise en œuvre de politiques assurant le développement du service public et des emplois qui le font vivre. **La réforme de l'organisation territoriale défigure**, entre autres, le réseau administratif des finances publiques, la justice, elle **éloigne encore plus l'utilisateur du service public.**

Nous demandons la garantie nationale du maintien des droits acquis collectivement et individuellement pour les agents confrontés aux conséquences de la mise en œuvre de la réforme territoriale.

Nous demandons **l'augmentation de la valeur du point d'indice, en prenant en compte l'inflation subie depuis plusieurs années et, en particulier, depuis 2010,**

- un rattrapage et une augmentation des pensions et des retraites.
- des mesures générales permettant de compenser les pertes de pouvoir d'achat,
- le développement de l'emploi public statutaire par des créations nettes, dans tous les secteurs,
- des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public, des établissements de santé, du secteur social et médico-social.

Nous demandons **l'arrêt des baisses de dotations de l'Etat aux collectivités territoriales.**

Nous demandons la revalorisation et l'harmonisation des grilles de la Fonction publique avec une véritable **reconnaissance des diplômes et des qualifications.** **Nous refusons l'avancement à la tête du client !**

Nous demandons l'amélioration des **garanties statutaires pour les agents, le développement de l'emploi statutaire et la résorption de l'emploi précaire, la création d'emplois**, car c'est la garantie d'un service public de qualité pour tous les usagers. Nous sommes très attachés à la défense de l'intérêt général, à la nécessité absolue de l'indépendance des agents par rapport aux pouvoirs politiques et économiques.

Nous voulons les moyens d'une formation professionnelle de qualité, pour assurer un service public performant.

Nous voulons l'arrêt des restructurations, la ré-internalisation des plans de charge et des missions de service public. Pas de sous-traitance à tout va, pas de délégation de service à tout va ! que ce soit dans les fonctions publiques, la Poste, la CAF, la Sécu, Pôle emploi, la SNCF.....

Nous demandons la mobilisation des moyens financiers nécessaires au bon fonctionnement des services publics de l'État et des collectivités territoriales, des moyens financiers à la hauteur des besoins de service public, des établissements de santé, du secteur social et médico-social, de la justice. **C'est par la cohésion sociale et la réponse aux besoins sociaux que passe la lutte contre le terrorisme !**

Nous demandons, pour les agents, l'élaboration d'un plan « *santé au travail* » ambitieux et la reconnaissance de la pénibilité.

Nous demandons une politique d'action sociale aux moyens renforcés pour les actifs et les retraités, incluant la protection sociale.

Voilà nos propositions, nos exigences.

Elles fédèrent tous les métiers, toutes les professions de tous les services publics.

Pour nous l'état d'urgence est une urgence sociale !!! :

- **Il faut dans ce pays un service public de proximité performant et de plines compétences, c'est la garantie de la cohésion sociale ;**
- **avec un statut et un véritable déroulement de carrière pour les personnels , c'est un choix économique qui a fait ses preuves, c'est la garantie de l'égalité des usagers devant le service public;**
- **avec une revalorisation immédiate et significative de la valeur du point d'indice et le rattrapage des pertes de pouvoir d'achat, ce n'est que justice, c'est la reconnaissance du travail fait, c'est un bol d'air pour les agents et pour l'économie.**

***Nous sommes pour l'augmentation des salaires
et contre le gel du point d'indice,
nous sommes contre les « réformes »
de l'organisation du territoire et de la santé,
contre la réforme du collège,
contre les suppressions d'emplois,
nous sommes pour la défense d'un service public de proximité
garant de la cohésion sociale,
nous voulons l'arrêt des poursuites pour les syndicalistes d'Air France,
nous demandons la relaxe pour les syndicalistes de Goodyear.***